

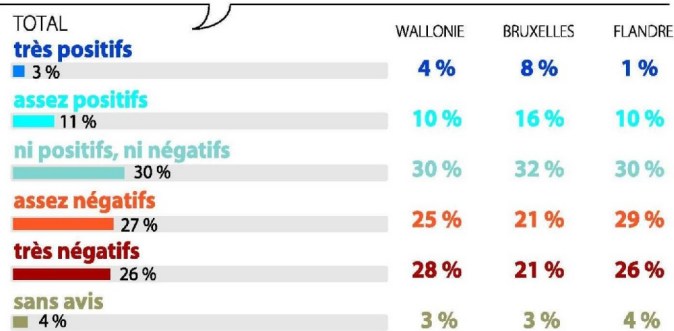
• Plus d'un citoyen sur deux réagit négativement face à l'accueil de réfugiés par la Belgique.

• 72 % d'entre eux souhaitent d'ailleurs réduire voire stopper totalement cet accueil.

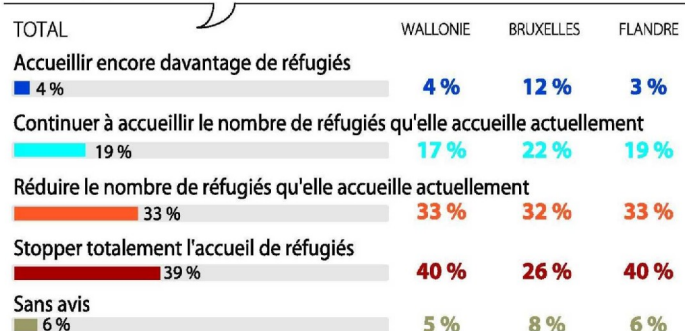
• Les Bruxellois semblent toutefois plus ouverts aux questions d'immigration.

Les Belges se montrent très réticents face à l'arrivée des réfugiés

Globalement, lorsque vous pensez à l'accueil des réfugiés en Belgique, vous avez des sentiments ...



Laquelle des positions suivantes correspond le plus à la vôtre? La Belgique doit...

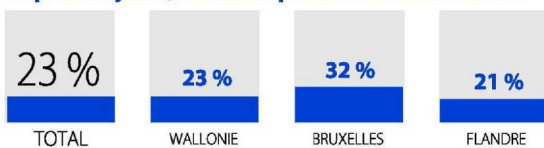


Quels aspects ou impacts **positifs** voyez-vous pour la Belgique dans l'accueil des réfugiés?

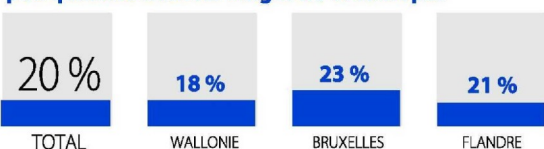
Aucun impact positif



C'est normal, les pays connaissent des processus de migration depuis toujours, il n'existe pas de société non mixte



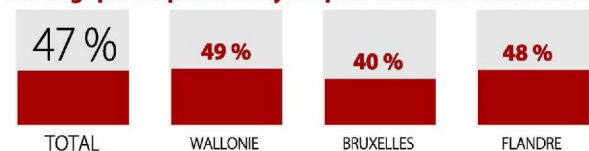
Souvent, les primo-arrivants occupent des emplois peu qualifiés dont les Belges ne veulent pas



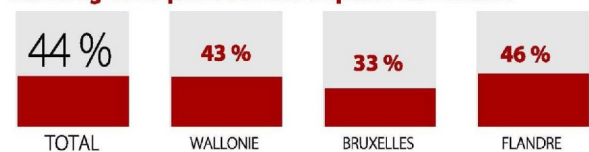
Quels aspects ou impacts **négatifs** voyez-vous pour la Belgique dans l'accueil des réfugiés?

Cela va coûter trop cher à la Belgique

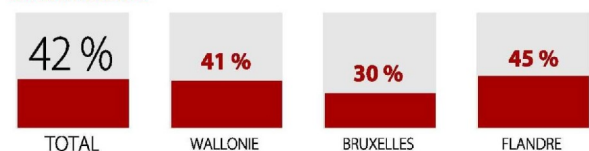
La Belgique n'a pas les moyens pour accueillir autant de réfugiés



Les réfugiés risquent de nous imposer leur culture



Les réfugiés augmentent les risques de délinquance de criminalité



Une grosse majorité veut arrêter ou réduire l'accueil

L'afflux de réfugiés qui arrive en Belgique depuis le mois de septembre semble déplaire à une majorité de Belges. C'est ce qui ressort du nouveau sondage politique "La Libre"/RTBF/Dedicated. La majorité de la population (53 %) déclare en effet avoir un ressenti "assez négatif" (27 %) voire "très négatif" (26 %) lorsqu'on évoque l'accueil de réfugiés par la Belgique.

La peur de l'autre

La crise de l'accueil que connaît le pays depuis le mois de septembre semble donc susciter des craintes auprès des citoyens. Les principales raisons qui ressortent de tels positionnements sont que l'accueil des réfugiés coûterait trop cher au pays, la Belgique n'ayant pas les moyens financiers d'accueillir autant de personnes.

Ensuite, les citoyens récalcitrants évoquent le choc des cultures et la peur de voir la leur disparaître au profit de celle des nouveaux arrivés.

Enfin, la criminalisation des primo-arrivants par la population belge est toujours d'actualité puisque près de la moitié des citoyens craignent de connaître une augmentation des actes de délinquances à la suite de l'afflux de réfugiés en Belgique et leur possible régularisation par la suite.

Le syndrome "Nimby"

La peur de "l'invasion" culturelle et démographique, illustrée par le syndrome "Nimby" (Not in my backyard

- Pas dans mon jardin) et alimentée entre autres par certains discours politiques, explique sans doute pourquoi près de 40 % des Belges souhaitent que le pays cesse totalement l'accueil de réfugiés (39 %). Et pourquoi 33 autres pour-cent estiment que le pays devrait revoir ses quotas à la baisse et diminuer le nombre de réfugiés accueillis sur le territoire. En fait, 6 % seulement estiment que les réfugiés sont autant chez eux en Belgique que le sont les Belges, au nom du principe de libre circulation.

De plus, bien que près de la moitié de la population semble réagir plutôt positivement lorsqu'est évoquée la question de la migration, 84 % des citoyens sont réticents voire catégoriquement opposés à l'idée d'accueillir des réfugiés chez eux.

Une vision tronquée de la réalité

Pour près de la moitié des sondés (48 %), l'Etat accueillerait entre 250 et 1 999 réfugiés mensuellement. Ce chiffre, que les 72 % des citoyens jugent trop important, est pourtant bien loin du compte. Selon les chiffres publiés par le Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, 4 840 réfugiés en moyenne s'enregistrent à l'Office des étrangers chaque mois depuis septembre. Soit plus du double du nombre estimé par la moitié des Belges. 15 % d'entre eux pensent même que moins de 500 réfugiés arriveraient chaque mois en Belgique, un nombre bien inférieur à la réalité.

L.V.

Épinglé

L'exception bruxelloise

Une région plus ouverte... Les résultats évoqués pour la Belgique sont une moyenne des sondages réalisés par région : en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles. Alors que les sondés du nord et du sud du pays semblent s'accorder sur certains points, les Bruxellois, eux, font office d'exception.

...en ce qui concerne l'accueil Comme évoqué, 40 % des Wallons et Flamands souhaitent un arrêt total de l'accueil des réfugiés, ce qui est le cas de 26 % seulement des Bruxellois. La tendance est la même lorsque est évoqué le ressenti de la population face à l'arrivée de réfugiés : 42 % des Bruxellois ont un ressenti négatif contre 55 % chez les Flamands et 53 % chez les Wallons.

Le sondage

Fiche technique

La période. Ce sondage a été effectué par Internet du jeudi 3 au lundi 7 décembre 2015.

L'échantillon. Ce sondage a été effectué sur un échantillon strictement représentatif de 2 811 électeurs belges. Les enquêtes ont été réalisées dans chacune des trois régions de Belgique : 990 en Flandre, 911 à Bruxelles et 910 en Wallonie.

La marge d'erreur maximale. Elle est de 3,2 % sur les échantillons de Wallonie, de Bruxelles et de Flandre et de plus ou moins 1,8 % sur l'échantillon total.

“Les politiques sont en partie responsables”

Comment expliquer le rejet marqué de la population envers les réfugiés fraîchement arrivés en Belgique? Et pourquoi la région bruxelloise semble-t-elle être plus ouverte face à l'accueil de réfugiés?

Le rôle des politiques

L'image que se font les citoyens du migrant regroupe souvent un bon nombre de stéréotypes. Cette représentation tronquée de la réalité influe négativement sur la considération que se font les Belges de l'accueil. Pour Malou Gay, co-directrice du Ciré, qui regroupe plusieurs associations d'aide aux réfugiés et étrangers, les positions des citoyens réticents sont forgées par des discours politiques. *“Certaines sorties politiques dégradent l'image des réfugiés... A partir du moment où les politiques les présentent comme concurrents sur le marché du travail, il ne faut pas s'étonner de la réaction de certains.”* Pour la spécialiste, les médias qui véhiculent la parole des politiques ont également leur part de responsabilité.

Andréa Rea, sociologue et directeur du Groupe de recherche sur les relations ethniques, les migrations et l'égalité (Germe), considère également le rôle des politiques comme celui de porteurs de messages. Et évoque un exemple à suivre: *“Lorsque Justin Trudeau, Premier ministre canadien, s'est rendu lui-même à l'aéroport pour souhaiter la bienvenue à des réfugiés, il a réagi positivement face à l'accueil, ce qui est rare en politique.”*

Entrer en contact

Pour le sociologue, *“l'élément de contact”* joue un rôle prépondérant dans l'acceptation de l'autre. Si une population n'est pas habituée à entrer en contact avec des personnes d'origine étrangère, il y a de fortes chances

qu'elle rejette l'accueil de réfugiés. Sur le terrain, Malou Gay le constate. *“Les citoyens ont peur de l'inconnu. Mais une fois qu'ils sont passés par le terrain, comme au parc Maximilien, ils changent d'avis ou se remettent en question.”*

Un bel exemple évoqué par les spécialistes est celui de l'ouverture du centre d'accueil de Walcourt, qui avait provoqué des réactions virulentes parmi sa population. *“Les villageois se sont vite rendus compte qu'il s'agissait de*

Monseigneur et Madame Tout-le-monde. En venant sur le terrain, ils ont déconstruit leurs craintes”, explique Malou Gay.

Le cas de Bruxelles

Comme évoqué dans le papier d'analyse, les sondés bruxellois semblent plus ouverts à l'accueil des réfugiés que le sont leurs voisins flamands ou wallons. Andréa Rea explique cela

par le fait que la capitale compte en son sein de nombreuses personnes d'origine étrangère. Malou Gay parle quant à elle de raisons historiques, puisque Bruxelles a été la première ville de Belgique à disposer d'un centre d'accueil pour les réfugiés, “le Petit Château”. *“A Bruxelles, les personnes d'origine étrangère font partie du paysage. Surtout lorsqu'on compare la capitale à la province du Luxembourg qui a ouvert ses premiers centres d'accueil il n'y a pas si longtemps.”*

La co-présidente pointe également la nécessité de réaliser des séances de sensibilisation *“où sont donnés les vrais chiffres de l'accueil”*, et qui permettent

de briser les fantasmes et rumeurs qui circulent autour des réfugiés.

Enfin Andréa Rea tient à relativiser les résultats du sondage car, même si 53 % des Belges ont un ressenti négatif quant à l'accueil des réfugiés, *“la moyenne européenne, elle, dépasse les 60 % d'avis défavorables”*, conclut le sociologue.

L.V.

“Les politiques doivent tenir un discours positif sur l'accueil des réfugiés.”

ANDRÉA REA

Directeur du Groupe de recherche sur les relations ethniques, les migrations et l'égalité (Germe).

“Une fois que les citoyens sont passés par le terrain, ils se remettent en question.”

MALOU GAY

Co-directrice du Ciré